

LE NICARAGUA ET LE MEXIQUE À LA CROISÉE DES CHEMINS

Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire d'amitié France - Mexique et pays d'Amérique centrale au Nicaragua et au Mexique

20 au 29 avril 2018

Du 20 au 29 avril 2018, une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France – Mexique et pays d'Amérique centrale, composée de M. Daniel Laurent (Les Républicains – Charente-Maritime), Président, de M. Didier Marie (Socialiste et républicain – Seine-Maritime), vice-président, et de Mme Sonia de la Provôté (Union Centriste – Calvados), secrétaire, s'est rendue au Nicaragua puis au Mexique.

I. Le Nicaragua à l'épreuve d'une contestation sociale et politique

La délégation est arrivée à Managua dans un contexte de manifestations et de vives tensions sociales.

A – L'embrassement d'un pays jusqu'ici considéré comme une « oasis de tranquillité »

Traditionnellement considéré comme un pays sûr et calme, au cœur d'une Amérique centrale minée par la violence des gangs et des narcotrafiquants, le Nicaragua est confronté, depuis la mi-avril, à un mouvement de contestation populaire sans précédent depuis le retour au pouvoir, en 2007, du Président de la République Daniel Ortega, ex-leader de la révolution sandiniste, qui avait déjà dirigé le pays de 1979 à 1990, après avoir évincé le dictateur Anastasio Somoza.

Cette contestation, à l'origine étudiante, est née d'un projet de réforme de la sécurité sociale, par la suite abandonné.

Elle s'est étendue à l'ensemble du pays et de la société civile au lendemain de la répression violente des premiers rassemblements qui aurait été, selon les manifestants, orchestrée par la police et des milices paramilitaires soutenues par le gouvernement.

Devenu politique, le conflit semble être l'expression d'une tension silencieusement accumulée jusqu'ici.

Les manifestants dénoncent désormais une confiscation du pouvoir par M. Daniel Ortega, auquel la Constitution amendée en 2014 permet d'envisager une présidence à vie, et par son épouse, Mme Rosario Murillo, devenue vice-présidente en 2016. Les opposants réclament des avancées démocratiques et l'organisation d'élections anticipées avant le terme du mandat présidentiel prévu en janvier 2022.

De son côté, le dirigeant sandiniste dénonce sans relâche une manipulation des médias et une « conspiration de l'opposition » destinée à renverser son gouvernement légitimement élu.

D'après le dernier bilan du Centre nicaraguayen des droits de l'Homme (CENIDH), plus de 150 personnes ont été tuées et plus de 1 300 autres ont été blessées depuis le début du conflit, dans un pays comptant à peine plus de 6,2 millions d'habitants. Gouvernement et opposition se rejettent mutuellement la responsabilité des violences.



Un des « arbres de vie » installés à Managua à l'initiative de Mme Rosario Murillo, vice-présidente

Selon les informations recueillies par la délégation, sur plus des deux tiers des routes du pays, les opposants ont dressé des barricades pour empêcher le passage des forces anti-émeutes. Ces barrages ont perturbé la livraison de marchandises et affecté le commerce.

Dans les villes, les « arbres de vie » en métal de 18 mètres de hauteur, installés à la demande de la vice-présidente Rosario Murillo pour un coût unitaire d'environ 15 000 euros, sont devenus la cible symbolique des manifestants.

Les discussions entre les « Daniélistes » et leurs opposants n'ont pas permis, pour l'heure, de mettre un terme au conflit en dépit de la médiation officielle assurée par l'Église catholique.

Le groupe d'amitié, qui se trouvait au Nicaragua lorsqu'a surgi la crise, n'a cessé d'appeler les différentes parties prenantes à un dialogue transparent, ouvert et inclusif pour parvenir pacifiquement à un accord. Comme l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation des États Américains ou encore le Parlement européen, le groupe d'amitié a condamné fermement toute forme de violence. Il a également rappelé l'importance du respect des libertés fondamentales, notamment celui de la liberté de la presse appelée à couvrir les événements.

Des avancées récentes sont toutefois porteuses d'espoir. Le gouvernement vient en effet d'autoriser des observateurs des droits de l'Homme à venir enquêter sur les violences, comme le réclamait l'opposition. De son côté, celle-ci a accepté un plan visant à lever les barrages entravant les routes.

B – La nécessaire préservation de la marche engagée vers un développement plus durable

La crise, en désorganisant l'économie, pourrait provoquer la perte de 900 millions de dollars et de 150 000 emplois au Nicaragua d'ici la fin de l'année. Les experts considèrent que la croissance risque d'être amputée d'un point alors qu'elle devait être l'une des plus dynamiques d'Amérique centrale.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que le Nicaragua, en dépit d'une croissance élevée et de finances publiques saines, est l'État le plus pauvre des Amériques après Haïti.

À cet égard, la délégation a pu observer les retombées positives des programmes sociaux menés par le gouvernement depuis plusieurs années, qui s'appuient par exemple sur des réseaux communautaires de prévention, de soins gratuits et de vaccination s'adressant

plus particulièrement aux femmes et aux enfants. La crise pourrait en affecter l'efficacité.



Mme Sonia Castro, ministre de la santé, détaillant la politique de soins en faveur des plus démunis

Le tourisme est un autre sujet de préoccupation. Source grandissante de revenus, il s'est effondré depuis le début du conflit alors que des efforts avaient été menés, notamment à l'initiative d'expatriés français, pour le promouvoir dans le respect du développement durable.

En ratifiant en 2017 l'Accord de Paris sur le climat qu'il avait rejeté en 2015 parce qu'il ne lui semblait pas assez ambitieux, le Nicaragua a démontré qu'il prenait conscience de la nécessité de lutter contre le réchauffement climatique. Ce ralliement a été salué par la délégation lors de sa rencontre avec M. Denis Moncada, ministre des relations extérieures, qui a précisé que le Nicaragua s'était fixé pour objectif de parvenir à 80 % d'énergies renouvelables en 2020, grâce à la promotion de techniques (hydroélectricité, géothermie, parcs éoliens, énergie solaire, biomasse) susceptibles d'intéresser des entreprises françaises hautement qualifiées.



Entretien avec M. Denis Moncada, ministre des relations extérieures

Dans cette optique d'amélioration de la résilience du territoire face au changement climatique, la délégation a pu observer la mise en œuvre de techniques d'agroforesterie durable contribuant à stocker du carbone. Ces procédés associent, sur une même parcelle, des espèces d'arbres indigènes et des plantations de cafés d'ombrage de haute qualité, elles-mêmes issues de recherches soutenues par le Centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD).

Les membres du groupe d'amitié ont en revanche exprimé leur inquiétude tant sur la viabilité que sur les conséquences environnementales et humanitaires qu'aurait la construction, au Nicaragua, d'un canal interocéanique reliant, à travers un immense lac d'eau douce, les eaux salées de l'Atlantique et du Pacifique. M. Paul Oquist, ministre chargé des politiques publiques et des questions environnementales, a indiqué que ces problématiques étaient parfaitement prises en considération. Selon le gouvernement, le projet suivrait son cours tout en suscitant un intérêt international croissant et constituerait un levier d'enrichissement pour l'ensemble des Nicaraguayens.

II. Le Mexique à la veille d'une échéance électorale majeure aux enjeux délicats

La délégation s'est ensuite rendue au Mexique, alors que le pays préparait des élections générales.

A – L'organisation d'élections générales face à de nombreux défis

Le 1^{er} juillet 2018 doivent avoir lieu les élections les plus conséquentes de l'histoire récente du Mexique. À cette date, 88 millions d'électeurs sont appelés à renouveler plus de 3 400 postes : celui du Président de la République et du vice-président, mais également ceux de 128 sénateurs et de 500 députés à l'échelle nationale, de 8 gouverneurs, du chef du gouvernement de la capitale et de près de 2 800 élus locaux.

M. José Antonio Meade, candidat à l'élection présidentielle soutenu par le parti au pouvoir (le parti révolutionnaire institutionnel – PRI) sera opposé à M. Ricardo Anaya, candidat d'une alliance entre le Parti action nationale (PAN, situé à droite) et deux partis de gauche, le Parti de la révolution démocratique (PRD) et le Mouvement citoyen, mais aussi au candidat sans étiquette M. Jaime Rodríguez Calderón (dit « *El Bronco* »), et à l'actuel favori des

sondages, M. Andrés Manuel López Obrador (surnommé « *AMLO* »), fondateur du parti Morena.

Le parti vainqueur de cette élection devra relever plusieurs défis pour répondre à la profonde aspiration au changement du peuple mexicain, comme l'ont expliqué à la délégation les membres de la commission des relations extérieures du Sénat mexicain.



Réunion au Sénat avec Mme Laura Rojas Hernández et Mme Luz María Beristain Navarrete,

Le premier de ces défis est lié à l'éradication de la violence et de l'insécurité qui atteignent des niveaux sans précédent au Mexique. L'année 2017 a ainsi été la plus meurtrière depuis vingt ans, avec plus de 25 000 homicides recensés, soit plus de 69 par jour. Les journalistes, les personnalités politiques, les défenseurs des droits de l'Homme, les religieux, les femmes et les juges sont les plus touchés par les exécutions. En outre, 28 000 personnes sont officiellement portées disparues au Mexique. La fragmentation des cartels de la drogue en de multiples groupuscules très violents, à la suite notamment de l'arrestation d'*El Chapo*, leader du grand cartel de Sinaloa, semble avoir multiplié les occasions de règlements de compte.

La corruption, qui contribue à laisser impunis les crimes et délits commis, est le deuxième défi des candidats aux élections. Le pays est en effet classé à la 135^e place de l'index établi en la matière par *Transparency International*.

Enfin, le Mexique doit parvenir à enrayer les inégalités particulièrement marquées au sein de sa population, 44 % des Mexicains vivant toujours avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté.

L'élection de M. Donald Trump aux États-Unis a par ailleurs ouvert une période d'incertitude pour le Mexique, compte tenu des positions prises par le Président américain en matière commerciale et migratoire notamment. La construction et le financement du « mur de

séparation » entre les deux États, tout comme la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) sont autant de sujets délicats sur lesquels les futurs élus auront à avancer.

B – Une relation à conforter avec la France

La délégation a pu constater l'excellence des relations entre la France et le Mexique. En atteste la conclusion, en deux ans, de plus d'une centaine d'accords commerciaux entre les deux pays devenus l'un pour l'autre des partenaires stratégiques.

Près de 500 entreprises françaises sont implantées sur le territoire mexicain. La délégation sénatoriale a notamment visité la nouvelle usine du groupe industriel français Safran, qui produit à Querétaro des pièces en matériau composite pour les moteurs d'avion LEAP.



Visite de l'usine Safran à Querétaro

Plusieurs experts rencontrés par la délégation ont suggéré une présence plus forte de la France dans certains secteurs, comme celui de la construction automobile ou de l'agro-alimentaire « gourmet » (vin, épicerie fine, etc.), susceptibles d'offrir des débouchés intéressants.

Sous l'autorité de l'ambassade, le « Bureau de France », ouvert en septembre 2017 à Monterrey, deuxième centre industriel du Mexique, pourrait favoriser la réalisation de cet objectif. Ce dispositif pilote – le premier du réseau diplomatique français – se donne en effet pour priorité d'augmenter les exportations françaises vers le Nuevo León, l'une des régions les plus dynamiques du Mexique. La France y est déjà le premier investisseur européen ; les entretiens avec le Gouverneur intérimaire, Manuel Gonzales Flores, et avec plusieurs représentants du Consejo Nuevo León, ont démontré tout l'intérêt d'une coopération encore plus forte.

Celle-ci dépasse d'ailleurs déjà le cadre des échanges commerciaux. Ainsi, sur le plan éducatif, Monterrey a été retenue pour accueillir la première université technologique bilingue franco-mexicaine. Le groupe d'amitié s'est également réjoui du dynamisme de l'offre française proposée en matière culturelle dans cette région proche des États-Unis.

La perspective d'une coopération décentralisée entre le Nuevo León et une ou plusieurs région(s) française(s) a également retenu toute l'attention de la délégation.

Les sénateurs ont par ailleurs souligné que l'expertise et le savoir-faire français sur les questions environnementales pourraient être particulièrement appréciés à Monterrey, cette ville étant considérée comme la plus polluée du Mexique.

*
* * *

L'évolution de la crise au Nicaragua et les élections générales au Mexique auront un rôle déterminant dans l'avenir de ces deux pays. Le groupe d'amitié suivra avec la plus grande attention leur situation dans les semaines et mois à venir.

Composition de la délégation

		
M. Daniel LAURENT Président du groupe pour le Mexique Sénateur de la Charente-Maritime (Les Républicains)	M. Didier MARIE Vice-Président Sénateur de la Seine-Maritime (Socialiste et républicain)	Mme Sonia de la PROVÔTÉ Secrétaire Sénatrice du Calvados (Union centriste)
Composition du groupe d'amitié : http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_643.html		